

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

marcellin - messmer - pompidou

la fin ?

EDITORIAL

Est-ce la fin ? Ou bien l'Etat pompidolien survivra-t-il encore quelques mois au cancer qui le ronge ?

Il devient en tout cas évident que le processus de décomposition que nous constatons depuis le mois d'octobre ne fait que s'accélérer. Sans doute, depuis ce mois de juillet 1971 où éclata le scandale de la Garantie Foncière, on savait ce régime profondément corrompu. Mais le gouvernement et sa majorité avaient su faire front et remporter en mars dernier une difficile campagne électorale : le « Système Pompidou » semblait alors installé pour de longues années.

Nous le disions habile et fragile à la fois. Habile à récupérer et à étouffer les mouvements de colère des Français. Fragile par sa structure même, par ses faiblesses intrinsèques, par les contradictions qui ont

toujours existé dans les rangs de ses partisans. Mais le Président de la République et son gouvernement viennent d'accumuler en quelques semaines une somme considérable d'erreurs. Ce fut d'abord l'opération manquée de la réforme constitutionnelle. Puis l'opération manquée de la loi autorisant l'avortement. Et en même temps l'affaire du Canard Enchaîné. Autant de fausses manœuvres - scandaleuses dans leurs objectifs - qui auraient entraîné une crise ministérielle.

Cet exutoire faisant aujourd'hui défaut, c'est l'opinion tout entière qui se met à douter, et la presse qui demande la démission de MM. Messmer et Marcellin. C'est que le premier paraît trop faible pour affronter les tempêtes, tandis que le second vient de perdre la face. Exigera-t-on demain la démission d'un chef de l'Etat qui a fait preuve de façon trop nette de son indécision, de sa faiblesse et de sa désillusion ? Ses initiatives européistes paraissent trop

incertaines et l'attitude de son ministre des Affaires étrangères trop dangereuse pour qu'il regagne son prestige. Et la crise économique qui menace ne fait qu'augmenter l'angoisse et le doute.

Voilà donc que tout semble prêt de s'écrouler. Non seulement une équipe mais un régime. Non seulement un régime mais un système.

A moins que la peur ne dicte aux dirigeants actuels des solutions extrêmes, facilitées par le système policier mis en place depuis quelques années. Vivrons-nous demain à l'heure d'Athènes et de Santiago ? Ou bien nous enfonçons-nous dans une période d'anarchie tempérée par quelques remaniements ministériels ? Il faut se garder de conclure, du moins aujourd'hui. Car la situation actuelle est grosse de tous les périls, et d'abord de ceux qui naîtraient d'une réaction en faveur de l'ordre formel.

N.A.F.

du système pompidou au système mitterrand ?

mitterrand et l'europe

En adoptant le credo européen, Mitterrand rassure l'opinion et la classe politique mais ouvre une brèche dans l'union de la gauche.

Avortement... désarroi gouvernemental devant la crise de l'énergie... incertitudes d'une politique étrangère qui ne sait si elle doit être française, européenne ou atlantique... Décidément le système Pompidou fait eau de toutes parts. Et Raymond Barrillon ne se trompe pas totalement lorsqu'il écrit dans *le Monde* des 16-17 décembre : « quinze ans et sept mois après mai 1958, le temps vient-il où l'on devra plagier le Charles de Gaulle le plus rude et le plus méprisant pour dire que le pouvoir pompidou n'est pas à prendre mais à ramasser ? »

Encore faut-il que les candidats potentiels à la succession soient en état d'effectuer la relève. On peut se demander si c'est actuellement le cas. A cet égard la démarche profondément ambiguë de François Mitterrand et du parti socialiste donne quelque peu à réfléchir.

PROGRES DU P.S. ...

Depuis le congrès d'Epinal de juin 1971, le P.S. poursuit une remontée constante et rapide. Pour parvenir à ce résultat, Mitterrand a adopté une ligne politique quelque peu machiavélique : l'alliance conflictuelle avec le P.C. Le chef du P.S. savait pertinemment qu'il avait besoin des voix communistes pour éviter d'être laminé aux élections face à une majorité de plus en plus ouverte au centre. Mais dans le même temps il ne tenait nullement à faire figure de Bénédictin. Il s'est donc efforcé de capter le dynamisme des chrétiens de gauche afin de donner au P.S. un nouveau mordant dans l'aristocratie ouvrière, les jeunes agriculteurs, les cadres et techniciens, les intellectuels y compris ceux qui ont été tentés par mai 1968. Ainsi s'explique l'alliance tactique entre Mitterrand et les « gauchistes » du C.E.R.E.S.

Le résultat ne s'est pas fait attendre ; le P.S. commence à concurrencer le P.C. dans les entreprises. Il poursuit son implantation syndicale au sein de la C.F.D.T. encore que celle-ci soit loin d'être une simple courroie de transmission comme la C.G.T. par rapport au P.C. Enfin et surtout avec près de 21 % des suffrages exprimés aux élections de mars 1973, il a considérablement amélioré ses scores électoraux antérieurs parvenant presque à égalité avec les communistes.

... ET CONTRADICTIONS SOCIALISTES

Mais la politique poursuivie par Mitterrand depuis deux ans ne peut plus être continuée sans problèmes graves. Le P.S. est une marque-terre où se trouvent juxtaposés des éléments sociaux-démocrates venus de la vieille S.F.I.O., des « modernes » ex-conventionnels et inconditionnels de Mitterrand, enfin les gens du C.E.R.E.S. Mitterrand a réussi à neutraliser les ex-S.F.I.O. comme Guy Mollet, voire à les rallier comme Defferre ou Chandernagor. Il n'en reste pas moins qu'il doit compter avec eux et notamment ne pas sous-estimer leur européisme, leur américanisme et leur sionisme passionnel. Quant aux membres du C.E.R.E.S., utiles pour « dynamiser » le parti, ils ont l'inconvénient d'être remuants et de constituer un repoussoir pour les électeurs des classes moyennes qui décident du sort des joutes électorales.

Mitterrand s'est donc attelé à une entreprise de normalisation au sein de son parti en recherchant de façon délibérée voici quelques semaines, l'épreuve de force avec le C.E.R.E.S. Prétexte du conflit : la réticence de l'aile gauche du parti à accepter que des émissaires du P.S. prennent langue avec les partis sociaux-démocrates de l'Europe des Neuf. Raison profonde : Mitterrand désirait faire admettre par tout le parti que l'Europe du Marché Commun constituait une réalité irréversible et non une machine de guerre au service du capitalisme.

La manœuvre du Premier Secrétaire du P.S. réussit parfaitement pour l'instant. Le Congrès de Bagnolet a adopté à l'unanimité la motion Mitterrand sur l'Europe. Dans le même temps, le député de la Nièvre se félicite de la « prise de conscience européenne » constituée par le sommet de Copenhague et regrette que la France n'ait pas fait preuve de davantage de solidarité à l'égard de la Hollande.

LE « BOULET » COMMUNISTE

Visiblement le leader socialiste cherche à offrir l'image rassurante d'un homme politique responsable qui, à ce titre, se fait un devoir d'adopter le credo européen cher à la grande majorité de la classe politique et à une fraction notable de la majorité. Bref, il s'agit pour François Mitterrand de prouver que l'union de la gauche, sous sa direction, ne sera pas aussi révolutionnaire que le pouvoir le déclare et — qui sait — de jeter un pont avec le centre, voire

une partie des gaullistes. Bien sûr quand *Le Point* lui demande s'il est prêt à répondre à un appel du pied éventuel de M. Pompidou, il se récrie et affirme : « J'exclus qu'il soit possible pour quelque gouvernement que ce soit de redresser les affaires françaises sans l'appui des masses ». Mais cette réponse dans laquelle le P.C. n'est même pas nommé explicitement manque de netteté.

Elle est d'ailleurs bien symptomatique de l'embaras dans lequel se trouve en fin de compte Mitterrand. Il cherche à prendre ses distances avec le P.C. dont l'alliance est compromettante mais il ne peut le faire que dans certaines limites. En effet les déclarations européistes de Mitterrand ont tout de suite soulevé l'ire communiste. M. Marchais, dans sa lettre au chef de l'Etat, a même adopté un langage quelque peu nationaliste ! Or, François Mitterrand ne peut rompre avec le P.C. car il ne peut se battre à la fois sur deux fronts (communistes et majorité).

Le voilà donc condamné aux demi-manceuvres et aux feintes esquissées, capables de lui assurer des avantages tactiques mais non la victoire finale. Tout se passe même comme si Mitterrand avait peur d'une victoire par accident de la gauche en 1976 ou 1978. Il sait fort bien que les contradictions au sein de l'union de la gauche et même au sein de son parti l'accablent vite à une impasse alors qu'il aurait à régler une lourde succession. Avec des adversaires de cette taille M. Pompidou peut dormir tranquille. Et les Français, comme en témoignent les derniers sondages (1), ne font pas plus confiance au vieux politicien eurocrate rescapé de la IV^e qu'à l'actuel locataire de l'Elysée.

Leur indifférence sceptique à l'égard des systèmes Pompidou et Mitterrand pourrait bien préfigurer une réaction de rejet global à l'égard du système démocratique tout court.

Paul MAISONBLANCHE.

(1) Sondage SOFRES du 14 décembre 1973.

Un dîner a été offert au Sénat en l'honneur de M. Pierre de Grandpré, nouveau conseiller culturel de la Délégation générale du Québec. M. de Grandpré est l'auteur d'une monumentale *Histoire de la littérature française du Québec*, membre de l'Académie canadienne française. Nous lui souhaitons la bienvenue à Paris.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

après copenhagen

l'europe américaine

Session du conseil atlantique. Discours de Kissinger à Londres. Conférence de Copenhague. Autant d'événements qui ne font que confirmer les craintes que nous ne cessons d'exprimer depuis plusieurs semaines et qui viennent révéler, une fois de plus, les contradictions de la diplomatie française et de la politique d'Etats européens à la recherche d'une unité factice. Ici, c'est l'impérialisme américain qui affirme et menace. Là, ce ne sont que faibles protestations, doux rêves et vœux pieux. Ici, c'est le maître qui dicte, et là ce sont les valets, les complices ou des proies finalement consentantes qui opinent.

Certes lundi dernier à Bruxelles, M. Jobert a vivement protesté contre l'accord soviéto-américain de juin 1973. Mais on apprenait le lendemain que le représentant de la France et Henri Kissinger avaient pris ensemble un petit déjeuner « amical » et que le chef du Département d'Etat avait félicité M. Jobert pour son projet de déclaration sur les relations inter-atlantiques. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter pour l'avenir.

LE DIKTAT AMERICAIN

Les résultats de la session du conseil atlantique ne sont d'ailleurs pas plus réconfortants : d'une part la proposition américaine concernant la coopération politique entre les quinze membres de l'Alliance atlantique a été acceptée sans la moindre difficulté — belle pierre dans le jardin de « l'Europe des neuf » ! D'autre part les représentants des pays européens ont « réaffirmé la nécessité de maintenir et d'améliorer (?) les forces alliées en Europe » (entendez les troupes américaines), et reconnu que les charges financières doivent être partagées par tous les pays européens membres de l'Alliance.

Non seulement on subit, mais on paie pour subir ! Non seulement on accepte la domination, mais on souhaite qu'elle se renforce ! Et si l'on récrimine, c'est à la manière d'une femme jalouse qui voit son amant tourner son regard vers une autre. Mais c'est à la fois pitoyable et dégoûtant, une femme qui paie et qui s'humilie pour continuer d'être aimée. Et il est rare que le mâle lui en soit reconnaissant.

On l'a bien vu, à Londres, où M. Kissinger a prononcé un discours sans doute historique sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Un discours de maître, où l'Américain a cherché à imposer sa volonté à coup de menaces. Discours caractéristique d'un impérialisme qui entend dicter sa politique et sa conception des relations économiques et militaires. Sans doute M. Kissinger a-t-il eu la bonté d'accepter l'Europe. Mais une Europe qui est uniquement conçue comme le champ de manœuvres des troupes américaines, comme l'aire d'expansion des cartels américains et comme le relais politique des décisions de Washington.

A la suite de ces déclarations outrecuidantes, on était en droit d'espérer, de la part des chefs d'Etats des pays européens, un sursaut de fierté. Las ! comme à l'accoutumée, les Anglais et les Allemands se sont empressés de se jeter à plat ventre devant M. Kissinger. Et l'on attendait toujours, dimanche soir, une ferme déclaration

de M. Jobert. Dès samedi cependant, M. Pompidou annonçait son intention de recevoir le chef de la diplomatie américaine. Est-il encore possible d'espérer que le Président de la République réaffirmera à l'Américain les principes d'indépendance qui étaient ceux de son prédécesseur à l'Elysée ? Ou bien M. Pompidou a-t-il renoncé à s'imposer face aux exigences des Etats-Unis ? Et le simple fait qu'il reçoive le représentant des Etats-Unis une semaine après son discours de Londres n'est-il pas l'indice que le chef de l'Etat entend maintenir de bonnes relations avec l'impérialisme américain ?

LA NULLITE EUROPEENNE

Quoi qu'il en soit, l'europhisme magnifié à Copenhague et dans la déclaration sur « l'identité européenne » apparaît aujourd'hui comme un rêve absurde, une entreprise lamentable et une suite d'intentions équivoques.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le contenu de cette fameuse déclaration. Mais disons tout de suite qu'elle est nulle sur le plan intellectuel, vague quant aux intentions exprimées (en particulier sur le plan des relations avec le « reste du monde ») mais dangereuse parce qu'elle risque d'enclencher une mécanique qui ruinerait peu à peu notre souveraineté nationale.

Ce texte insipide montre d'abord que « l'Europe » ne repose sur rien : à savoir la démocratie (celle de Weimar de triste mémoire, celle de Rome qui n'en finit pas de mourir, celle de Paris qui est en train de s'effondrer) ; le respect des droits de l'homme (ceux des immigrés par exemple ?) ; la justice sociale (celle que dictent les trusts, sans doute) et le rapprochement des conditions de vie (autrement dit la société de consommation, aujourd'hui condamnée).

Ce texte est scandaleux parce qu'il contient l'acceptation de la domination américaine : il y est en effet clairement dit « qu'il n'y a pas d'alternative à la sécurité qu'assurent les armes nucléaires des Etats-Unis et des forces de l'Amérique du Nord en Europe ». De plus, la « déclaration d'identité » prétend fonder les relations américano-européennes sur un modèle de société qui n'est autre que celui du capitalisme moderne.

Dès lors, les belles déclarations sur « l'identité de l'Europe » et sur son indépendance ne sont qu'une imposture :

— il n'y a pas d'identité européenne puisque « l'Europe » se reconnaît dans le « modèle » américain ;

— il n'y a pas d'indépendance qui tienne puisque « l'Europe » approuve, dans sa déclaration fondamentale, la domination militaire américaine ;

— il n'y a pas de diplomatie originale qui soit concevable au niveau de l'Europe puisqu'elle se range dans un bloc et s'interdit de ce fait toute relation avec l'autre bloc qui ne passerait pas par Washington (la réaction de Moscou à l'égard de la « petite Europe » est significative à cet égard).

POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

Dès lors, peu importent les conférences des chefs d'Etat, les discours, les motions et les plans : « l'Europe » d'aujourd'hui est une Europe américaine qui ne sera détruite que par la réaffirmation vigoureuse de notre indépendance nationale.

Ce qui suppose :

— que le gouvernement français cesse de rêver à une « union européenne » qui ne repose sur aucune réalité et à une « défense européenne » qui aliénerait notre indépendance militaire

— que la France décide enfin de quitter l'alliance atlantique afin d'être libre de manœuvrer comme elle l'entend ;

— que notre pays définisse, en toute liberté, les axes nouveaux d'une politique européenne qui doit être limitée à des objectifs concrets en même temps qu'un projet diplomatique cohérent fondé sur des relations toujours plus étroites avec les pays qui refusent de se plier aux volontés de la double hégémonie soviéto-américaine.

Tant que ces principes fondamentaux de notre indépendance politique, militaire et économique n'auront pas été clairement réaffirmés, il n'y aura pas de sécurité pour la France et les Français.

Bertrand RENOUVIN.

le cadeau de Noël de la n.a.f.

BRAVO et MERCI ! Les quatre millions d'anciens francs sont atteints et même dépassés. La souscription continue jusqu'au 31 décembre, alors pourquoi ne pas offrir à la N.A.F. un cadeau de Noël : atteindre les cinq millions, c'est possible si tous les retardataires versent une souscription, même modeste (C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris) en précisant « pour la souscription ».

Yvan AUMONT.

P. ARVIS 100 F - P. FOUGERON 150 F - M. PENIN 105 F - E. CROS 150 F - ANONYME VERSAILLES 20 F - R. ROCH 500 F -

M. GIRAUD 30 F - F. GESLIN 300 F - P. ALLIENNE 30 F - A. MEDERIN 1000 F - M. VANDESANDE 20 F - B. TRONCHOT 700 F - R. LOUIS 15 F - P. POUGET 200 F - Don devant Saint Ambroise 5 F - G. DELORD 400 F - Etudiant Rouennais 10 F - G. LIOTARD 300 F - Anonyme 15 F - A. FRES-SIN 400 F - G. LEMAIGNEN 25 F - J. PILISET 400 F - Anonyme Le Havre 50 F - R. PASQUIER 100 F - Anonyme St-Lazare 10 F - L. MONOT 220 F - de Malherbe 10 F - R. BOUSQUET 200 F - J. CHAILLET 50 F - E. COLIN 250 F - F. COLIN 250 F - Mme BEAURAIN 250 F - E. MAHE 20 F.

Total de cette liste : 6.290 F.

Total précédent : 35.222 F.

Total général : 41.512 F.

la cause d'

quelle libération ?

- L'engagement de Gisèle Halimi s'explique par ses premières années, par cette révolte qui lui apprend ce sentiment brûlant : le ressentiment.
- Aura-t-on libéré la femme en la masculinisant, en lui faisant perdre sa différence ?

Gisèle Halimi prétend ne pas aimer la « société bourgeoise ». Malgré ses titres nombreux de militante révolutionnaire, elle permettra que l'on s'étonne de voir associée à son combat, la directrice de l'Express Françoise Giroud. Il faudrait savoir : si sa « cause » est si révolutionnaire, pourquoi ce renfort de la bourgeoisie, du fric, du conformisme bêta qui s'exprime chaque lundi dans l'hebdo le plus intégré à la société de consommation ? A sa place, je me méfierais : ce renfort me serait des plus suspects.

L'avocate de Bobigny répondrait sans doute que pour « la cause des femmes », nul renfort n'est négligeable et qu'au surplus le grand cli-vage dialectique moderne impose un front féministe sans faille contre l'oppression masculine. « A première vue, écrit-elle dans son dernier livre, les batailles féministes apparaissent toujours superficiellement comme marginales et réformatrices. Mais en s'agglomérant, en faisant prendre conscience, elles obligent à l'analyse radicale, à la remise en cause du système ; elles impliquent une lutte qui les dépasse, qui finalement s'inscrit dans le grand mouvement révolutionnaire. Mouvement dont les femmes deviennent le fer de lance. » (1). A terme, cela aboutirait à une véritable révolution culturelle qui bouleverserait enfin le monde et le ferait entrer dans le règne de la liberté.

S'il existe une **cause des femmes** (personnellement j'en suis persuadé) et si cette cause est révolutionnaire pour le désordre établi (oh que oui !), j'ai bien l'impression que la révolution Halimi-Beauvoir-Giroud est d'ores et déjà pourrie et pourrie par cet esprit bourgeois dont Péguy a parfaitement montré qu'il avait pourri le syndicalisme ouvrier. Il est vrai que Péguy avait

son idée de la révolution qui est un appel d'une tradition moins profonde à une tradition plus profonde, tandis que l'idée de Gisèle me paraît singulièrement pauvre et primaire. Mais avant de définir cette idée, mieux vaut en déceler l'origine qui se confond avec l'histoire d'une femme.

UNE RÉVOLTÉE

A l'origine de son idée révolutionnaire, on trouve comme toujours une révolte personnelle, la révolte de la petite fille pauvre dont la naissance avait été reçue comme une malédiction, la « malédiction d'être née femme » sur la terre tunisienne. C'est le père qui, de dépit, annoncera cette naissance seulement quinze jours après à ses amis. Et puis c'est la longue série de vexations, la terrible chape de préjugés qui humilient cette fille intelligente, avide de savoir et de liberté. A force de ténacité et de courage, contre toutes les pesanteurs du milieu, la jeune tunisienne mènera à bien ses études, les prolongera en France, où seule sur le pavé parisien elle travaille la nuit pour payer ses études du jour. Et les siens d'assister à cette « promotion », scandalisés. Entre-temps sa plus jeune sœur de seize ans s'est libérée en partant avec un homme de vingt-cinq ans son aîné.

Il n'est pas possible de comprendre l'engagement de Gisèle Halimi sans ses premières années, cette révolte qui la révéla à elle-même et lui apprit ce sentiment brûlant : le ressentiment. Viendront après, tous les procès où elle défendra avec acharnement, se livrant toute entière à sa cause, les militants du néo-Destour puis du F.L.N. Avocate, militante, Gisèle Halimi reste une femme. Comme telle, il lui semble que les hommes continuent à lui imposer leur domination. Et puis, il y a cette constitution biologique qui vous met en infériorité ou qui vous livre à la commiseration, à la galanterie. Il lui arrive de s'enlaidir pour effacer ce rapport d'inégalité devant les tribunaux. Elle refuse de montrer qu'elle est enceinte pour ne pas susciter la pitié et l'indulgence des juges.

Enfin, il y a cette expérience cruciale de la condition féminine : les grossesses non désirées. Très jeune, elle s'est trouvée enceinte. L'idée du courroux du père : « sa fille enceinte et célibataire, c'était pour lui impossible... ». Elle cherche l'adresse. On lui met une sonde. Et c'est la torture d'un curetage à vif par un médecin qui lui dit : « Comme ça, tu ne recommenceras une autre expérience aussi abominable, m'en diras plus ». Si, elle recommencera. Ce atroce. Il y en aura une troisième : celle-là est rapportée, résumée en une phrase : « Anesthésiée, avortée, curetée en moins de vingt-quatre heures. Et heureuse. »

lettre ouverte

Il pourrait exister un terrain de rencontre pour tenants et adversaires de l'avortement. Celui de la science. Celui du bon sens. Mais qu'importent l'homme et sa réalité ? Il faut que triomphe l'idéologie. Il faut que notre Etat officialise le meurtre. Au nom de la « vie ».

Pourtant, dès la fécondation, un bébé-homme existe. Avec un microscope, n'importe quel étudiant en médecine distingue la cellule humaine issue de l'union entre un homme et une femme, d'une cellule de chimpanzé ou d'éléphant. Un bébé-homme existe, avec son capital génétique au programme unique qui en fait un individu. Au regard des juristes il dispose même déjà d'un droit à l'héritage. Ne pourrait-on aussi lui accorder le droit de naître ?

Il est des sophismes de fort mauvais goût. Vous les pratiquez, monsieur Poniatowski, quand vous prétendez défendre l'avortement pour défendre la vie. Un Etat, une loi dignes de ce nom ne doivent-ils pas protéger la vie, y compris celle des plus faibles ?

QUELQUE CHOSE OU QUELQU'UN !

Cette petite phrase dit assez quel gouffre nous sépare de Gisèle Halimi. Mais comment ne pas reconnaître en même temps la personnalité, l'énergie de cette femme ? Laissons-lui, ainsi qu'aux siens le mépris absolu des personnes et des adversaires qui ne peuvent être que d'affreux crétins moyenâgeux, réactionnaires débiles et hypocrites. Rien n'est simple chez quelqu'un. Comment ne pas mettre en regard de cette affreuse petite phrase ce qu'elle dit de l'attente de Jean-Yves son premier fils : « Je l'appelais déjà, à quelques semaines de grossesse "mon enfant". Le désir que j'en avais le faisant vivre en moi qui était toute chaleur, toute tendresse, tout amour pour lui. »

J'étais habitée par une curiosité qui me poussait à aller plus loin, le plus loin possible. Je voulais connaître cet accomplissement physique, savoir comment cela se passait. Disons que j'étais dans une période optimiste, heureuse. Je voulais donner la vie. J'ai vécu cette grossesse dans une joie immense. Parfaitement en accord avec moi-même.

Je me souviens très bien de la qualité de mon attente, et de son intensité. Tous mes sens en alerte, je m'écoutais. J'essayais d'entendre cette vie en train de se nouer. Une découverte de toutes les minutes. J'ai même tenu un journal : pour ne rien perdre. Je m'observais souvent. Je voulais être sûre de ne pas rater un changement dans mon comportement, dans mon affectivité, dans ma relation à autrui. »

C'est la même femme qui écrit la petite phrase et ce très beau témoignage. Quel mystère

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

es femmes

te à poniatowski

Avec la libération de l'avortement, monsieur Poniatowski, vous nous proposez le meurtre. Par intoxication au sel, par hystérotomie, par curetage, par aspiration. A 160 francs la solution est économique.

Pour vous, quelle raison y aurait-il d'aider les femmes en détresse, les familles nombreuses, les mal logés, les parents d'handicapés ?

L'avortement sera à 160 F. Vos réformes et prétendues manœuvres de dissuasion, vous le savez, n'auront pas une portée comparable à celle de votre loi. Vous légalisez le meurtre, c'est par avarice et manque d'imagination. Le meurtre avec préméditation, c'est vous qui le proposez, avec Gisèle Halimi et nos adversaires. Meurtre d'un enfant, mais aussi meurtre d'une femme dans son corps et dans son être même. Vous lui offrez de tuer son enfant dans un avortoir d'Etat plutôt qu'avec une aiguille à tricoter.

Ainsi les pauvres auront le même privilège d'avorter que les riches. Les avortements clandestins n'en seront pas suppri-

més. Les meurtres d'enfants augmenteront en flèche comme le prouve l'expérience des Etats-Unis, de l'Angleterre, des Pays de l'Est. Les propagandistes de slogans éculés, les fanatiques du Liberté-Egalité seront pour un temps satisfaits, jusqu'à ce qu'ils réclament en vertu des mêmes principes, le droit de supprimer les fous, les vieillards, les handicapés. Mais les femmes seront-elles pour autant « libérées » ?

Que l'on évoque l'image atroce de l'aiguille à tricoter ou le rêve d'avortoirs confortables, il faut toujours craindre le même long cortège de conséquences que la femme subira seule, libre et « égale » : hémorragie, mutilations, stérilité, futurs enfants prématurés ou débiles, névroses, cauchemars...

A quelle amitié, à quel renforcement de la complicité, de la qualité de la vie ensemble l'avortement contribuera-t-il ? L'avortement à 160 F, monsieur Poniatowski, est une « solution » pour les marchands de la société de consommation, vendeurs pour femmes - poupées et hommes - standings d'appartements minuscules, une solution

pour banquiers vendeurs de vacances coûteuses qu'il faut acheter à crédit, une solution pour hommes pressés, pour ministre avare, incapable d'inventer autre chose pour faire tomber les bulletins dans les urnes, que le remboursement de la mort des enfants et d'un peu de leurs mères par la Sécurité sociale.

C'est que pour durer, votre Etat doit user de démagogie. Un groupe veut-il imposer sa nouvelle morale ? Il faut plaire. Vous changez la loi. C'est le règne des lumières... Il ne s'agit, c'est vrai, que de légitimer le meurtre. Et c'est pour défendre la personne, la vie ! Au nom de la « liberté ». Au nom de l'« égalité ». Triste liberté. Triste égalité. Qui frustreront celles que, démagogue, vous osez prétendre « libérer ».

Vous avez déjà tué la fête et la qualité de la vie, en laissant triompher les « marchands ». Il faut laisser vivre nos bébés-hommes. Mais sûrement pas ce système qui ose proposer leur massacre comme un progrès.

Marie LESAGE.

que l'homme, dirait Pascal. Pourquoi cette contradiction ? D'un côté on se débarrasse de ce « quelque chose » qui pousse en soi, et qui ne saurait être qu'un amas de cellules, une excroissance monstrueuse, un attentat de la nature contre sa liberté. De l'autre ce quelque chose devient **quelqu'un**. Il est nommé. On écoute cette jeune vie, avec amour.

Mais pour que ce quelque chose devienne quelqu'un, faut-il simplement le vouloir ? Bien sûr que non. Si on laisse sa chance à ce germe, il est certain qu'il parviendra à maturité. Et s'il est une donnée de la science la plus moderne, c'est que dès l'instant de la conception, ce germe a toutes ses chances, toutes ses promesses. Il ne demande qu'à s'épanouir. Gisèle Halimi peut se moquer de saint Thomas d'Aquin. Elle ferait mieux de se moquer de la science du XIII^e siècle qui ne savait pas ce que nous savons : l'homme commence dès sa conception.

En un court chapitre qu'elle nomme l'alibi, elle se fait fort d'exécuter tous les arguments de ses adversaires. Elle permettra qu'on lui dise combien ce chapitre-là est futile, ahurissant à force d'être simpliste. Cherchant à définir les critères d'autonomie qui selon elle justifient le droit du fœtus à l'existence, elle écrit notamment : « quant au cerveau, tout le monde sait que la loi a autorisé le prélèvement d'organes sur des êtres vivants, mais vivants d'une vie végétative. Leur électroencéphalogramme est plat. Légalement donc, puisque le cerveau est privé de sa fonction, il n'y a plus ou il n'y a pas encore d'être humain. »

Si je comprends bien, voilà donc reconnu

le droit à l'expérimentation de laboratoire sur les fœtus encore à l'état végétatif. Mais il y a surtout dans ce texte l'incroyable sophistication sur laquelle repose l'argumentation pour l'avortement. Le critère de l'électroencéphalogramme plat a été défini comme signe de la disparition de toute chance de survie, comme repère de mort légale. Il est invraisemblable d'appliquer ce critère au fœtus qui lui a toutes ses chances pour lui, qui constitue au plus haut point l'espérance de la vie !

QUELLE LIBÉRATION ?

La révolte de Gisèle Halimi aboutit à Bobigny, au procès de la jeune Marie-Claire auquel elle donne une dimension nationale et internationale. Ce procès sera celui de toutes les femmes, il marquera leur volonté d'émancipation, il préludera à la révolution nécessaire. Voilà donc posée la grande question.

Que le droit à l'avortement soit le signe de cette libération, la rend suspecte. Aliénation me paraît mieux convenir pour qualifier cet arrêt de mort rendu par la femme contre ce germe qu'elle a conçu. Aliénation, précisément, ce mot présent sans cesse à la bouche de Gisèle Halimi ! Que signifie-t-il sinon le fait de devenir étranger à soi, à sa vocation, à sa liberté, cette liberté n'étant pas pure indétermination mais épanouissement d'une personne. Encore faut-il pouvoir définir positivement la vocation et l'épanouissement, la personne.

Malheureusement, ceux qui prétendent déaliéner, ne procèdent toujours que négativement, donnant l'impression de poursuivre sans cesse

une ombre qui se dérobe. Ils luttent contre l'aliénation, sans savoir qui ainsi ils vont libérer et pour quel destin. Leur liberté a un goût d'absurde.

Va-t-on libérer la femme pour qu'elle devienne l'égale de l'homme ? Peut-être. Et on aura souvent bien raison. Mais en fin de compte, aura-t-on libéré la femme ? en la masculinisant, en lui faisant perdre sa différence ? Différence positive. Mais il faudrait savoir qui est la femme, interroger le secret qui l'habite. Gisèle Halimi aurait pu interroger ce secret tandis qu'elle portait son fils Jean-Yves. Elle ne l'a pas fait. Son combat s'en est trouvé marqué d'une façon indélébile.

Comme il est symptomatique dans ce livre où l'on parle tant du plaisir, que l'amour soit radicalement absent ! C'est la grande faille béante. Tant que les divers mouvements de libération de la femme n'auront pas interrogé ce grand secret, les femmes gesticuleront et hurleront. Elles feront un monde plus moche encore que le monde bourgeois. Car, pour en revenir à mon propos initial, si la bourgeoisie d'argent a fini par dénaturer le travail en le dépouillant de sa valeur, en avilissant tout, elle a communiqué sa maladie à Gisèle Halimi en avilissant l'amour et donc la femme. Une récente émission télévisée rappelait l'histoire d'Héloïse et d'Abélard. Il faut se demander si Héloïse n'est pas la femme vraiment libérée. Il faudrait un jour provoquer un débat Gisèle-Héloïse.

Gérard LECLERC.

(1) Gisèle Halimi : *La cause des femmes*. Grasset.

les débuts de la 3^e république

Dans un format de poche et une langue aisée, malgré une typographie trop petite et une reliure d'utilisation peu commode, Jean-Marie Mayeur nous donne un excellent ouvrage d'histoire contemporaine. Il serait osé de parler de vulgarisation au regard des connaissances supposées : ce livre s'inscrit dans une optique scientifique, la précieuse bibliographie en fait foi.

Le champ d'investigation, défini dans l'avant-propos, est respecté ; et l'alternance de l'histoire-batailles des événements de chronologie politique avec l'étude en profondeur du tuf économique, social et culturel permet une lecture agréable et fructueuse.

L'état des travaux historiques concernant cette période est situé avec honnêteté et clarté, ouvrant à un plus large public les perspectives insoupçonnées d'une *histoire totale* encore lointaine et problématique. A ce titre, J.-M. Mayeur rejoint nos propres préoccupations d'historien et d'homme de 1973 : puissent les lecteurs y trouver l'humilité et la relativité de leurs connaissances.

L'étude de la III^e République dans cette collection du Seuil nous est annoncée en quatre volumes, réformant de fond en comble l'exposé traditionnel de cette période de l'histoire française. La répartition des tranches étudiées sont très judicieuses : en témoigne l'ouvrage de J.-M. Mayeur, qui traite de 1871 à 1898.

L'enfantement douloureux, hasardeux et tellement instable de cette République peut effectivement se fixer aux années 90, où l'alternative monarchique devient un jeu partisan, où le socialisme devient, pour une part, marxiste, où le catholicisme, nonobstant ses problèmes internes, entame son Ralliement, où la petite bourgeoisie conserve le souvenir nostalgique de l'autoritarisme d'un Boulanger au milieu de l'anarchie parlementaire (de l'instabilité ministérielle aux Décorations et à Panama...).

Avec la seconde Affaire Dreyfus (1898), les cartes socio-culturelles seront redistribuées, non sans être tributaires des changements économiques avec l'expansion coloniale (très clairement analysée), avec la peur des petits épargnants déjà ruinés auparavant, avec les tensions entre petits et gros commerçants, etc.

L'attente du lecteur n'est pas déçue quant à l'analyse des données et mutations culturelles. Jean-Marie Mayeur, qui fit une thèse sur l'abbé Lemire, un des pionniers de la première démocratie chrétienne, laisse paraître sa parfaite maîtrise du sujet. Il souffre cependant de la carence de monographies sur l'état idéo-social de la hiérarchie catholique à l'heure du modernisme et du Ralliement : il est vrai que les travaux scientifiques couvrent surtout, pour l'instant, la période 1871-1885. Nous serions plus exigeant pour l'insuffisante importance accordée à l'anti-maçonnisme qui jouera un si grand rôle en 1899, au même titre que l'anti-protestantisme (mieux élucidé) ou l'anti-germanisme : un des reproches essentiels au parlementarisme ne sera-t-il pas d'être l'affaire d'une petite minorité à la solde de l'étranger (idées ou intérêts) ?

On voit d'ailleurs, dans cette esquisse du grand tournant de 1899, le caractère inopérant d'une analyse fondée sur la lutte des classes : la problématique de l'époque est purement idéo-institutionnelle ; c'est peut-être (outre la méconnaissance de la pensée marxiste en France) une des explications de l'ignorance du marxisme chez des hommes de la génération de 1870. J.-M. Mayeur met cependant bien en lumière l'ambivalence du socialisme jusqu'en 1890. Nous critiquons pourtant le caractère trop flou, non assez objectivé, de cette mise en lumière ; la même critique s'applique à l'emploi

du terme *Nationalisme* (à tour de bras !) dès 1885 ; on comprend, certes, l'idée sous-jacente de l'auteur, on comprend moins l'anachronisme chez l'historien. La raison tient peut-être, pour le socialisme, à une trop grande confiance dans les thèses de C. Willard, qui sous-estime un peu les socialismes nationalistes en 1899 ; mais pour le nationalisme, c'est le manque de nuances, incontestablement, qui nuit : l'alliance socialisme-nationalisme vécue à la *Cocarde* de 1894 se retrouvera tout au long des luttes réformistes, jusqu'à la sympathie réciproque des néo-royalistes et des anarcho-syndicalistes jusqu'à la guerre. La nuance, tout est là : il faut distinguer deux nationalismes (avant et après 1898), comme deux Déroutés (avant 1889 et après 1898), deux royalismes (avant 1896, et le néo-royalisme scientifique)... distinguer (outre Ralliement et démocratie chrétienne) entre catholicisme social, christianisme social et démocratie chrétienne, etc., distinguer les antisémitismes (qui ? pourquoi ?)...

Nouveau combat pour l'auteur des *Nouveaux prêtres et de Sainte Colère* : Michel de Saint-Pierre signe, avec *Eglises en ruine, Eglise en péril* (Plon), un appel pour les sanctuaires et pour la foi. Mais son livre dépasse le problème religieux car « écrit pour souligner en faveur de notre patrimoine toute action d'une valeur profonde et féconde ». Il faut dire que les sauveteurs sont déjà à l'œuvre. Saint-Pierre nous en présente quelques-uns : Bernard Legrand, restaurateur de statues, Georges Lanfry, qui fit tant pour Rouen, Pierre de Lagarde...

Michel de Saint-Pierre ne se contente pas d'un travail de journaliste, ni d'apporter son témoignage — il faut lire le chapitre consacré à Rouen,

Le champ des études historiques s'ouvre donc vaste : nos militants historiens pourraient s'y engager, la Science pouvant beaucoup pour le dialogue. Etudes sur le Royalisme traditionnel, sur la Ligue des Patriotes... monographies régionales, personnelles... recherches sur les journaux (*Libre Parole*), les revues (*Réforme sociale*), etc.

Concluons sur la satisfaction de voir, enfin exposé pour un large public, le simple état des connaissances sur cette période de notre Histoire, si présente à nos mentalités actuelles ; voir enfin reconnu, à l'encontre du bourrage de crâne de l'Education Nationale bourgeoise, l'esprit républicain et l'esprit laïque comme étant eux-mêmes une pure lecture personnelle, démythisée, donc critiquable... ce que Maurras disait en 1898, quand il entra en scène.

Ph. VIMEUX.

(*) Jean-Marie Mayeur : *Nouvelle Histoire de la France Contemporaine*, n° 10 (Seuil, 1973).

églises en ruine

ville qui allie les meilleures restaurations aux plus stupides réalisations, Rouen et sa cathédrale gothique enkystée du béton de la Tour aux archives de la Préfecture. Après avoir évoqué la grande misère de la politique actuelle, il propose des remèdes : retenons l'idée d'un emprunt national destiné à sauvegarder notre patrimoine, et une campagne audio-visuelle du style « Sauver Venise ».

Signalons également la remarquable introduction historique de Jacques Levrion ainsi que l'homage rendu à Montherlant, à qui ce livre doit la naissance. Nous qui nous battons pour un art de vivre et un urbanisme plus humain, n'oublions pas de lire ce livre de combat.

E. O.

le projet royaliste

Le Monde du 12 décembre a publié une excellente critique du « Projet Royaliste » par N.-J. Bergeroux. Nous en extrayons ci-dessous les passages les plus significatifs :

« Ce pourrait être un petit Livre blanc avec une couverture rouge. Ce pourrait être l'inverse... En tout cas, ce Projet royaliste doit établir, s'il en est encore besoin, et une fois pour toutes, que les jeunes gens de la Nouvelle Action française ne sont ni des fascistes, ni des gauchistes, ni des fossiles... »

« A ceux qui ont créé la NAF en envoyant balader quelques vieilles lunes, il serait injuste de reprocher les faux pas historiques de leurs aînés sous la fleur de lys. S'il en est qui ont tenté en toute spontanéité de « dépoussiérer » l'idée royaliste, c'est bien ceux-là, dissidents de l'ancienne Restauration nationale, non-conformistes n'ayant plus grand-chose à voir avec la

famille politique à laquelle on les rattache encore par habitude : l'extrême droite... »

« Un singulier mélange des idées les plus osées de chacun des partis politiques ayant aujourd'hui pignon sur rue, du gaullisme au socialisme, en passant par le radicalisme du pouvoir régional. Mais avec, en plus, cette idée d'une France « hérissée de libertés » de conseils et de Parlements... »

« On ose parler de tout : de la révolution, du prolétariat, du syndicalisme. Et sans jeter d'anathème. »

Plus que la restauration d'un pays perdu, c'est l'avenir qui intéresse ces royalistes, et ils ont, sur ce sujet, autant d'idées à proposer que d'autres, si ce n'est plus. Sous prétexte d'idées reçues, il serait dommage de ne pas prendre connaissance des leurs. »

Tous les souscripteurs de l'édition courante doivent maintenant avoir reçu leur livre.

Les souscripteurs de l'édition originale ne recevront pas leur livre immédiatement et nous nous en excusons. Une malfaçon nous a contraints à renvoyer le tirage chez l'imprimeur.

La campagne de promotion du premier livre de la N.A.F. est maintenant lancée. Cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux militants et aux sympathisants qui se doivent, bien sûr, de le posséder, mais encore

aux simples curieux qui y trouveront les réponses aux questions que chacun se pose sur la N.A.F., ses positions, ses méthodes, ses analyses et ses buts.

— Conditions de vente :

1 exemplaire, prix : 15 F - franco : 18 F.
5 exemplaires, prix : 65 F - franco : 69 F.
10 exemplaires, prix : 100 F - franco : 105 F.
30 exemplaires, prix : 270 F - franco : 280 F.

Les commandes, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

la quinzaine royaliste

30 novembre. A Grenoble, réunion du Comité contre l'avortement dont la N.A.F. fait partie. Salle comble. Gérard Leclerc dans son intervention relie le problème de l'avortement à la crise de société. Excellent compte rendu dans le **Dauphiné Libéré**. G. Leclerc et G. Bernard, responsable de la N.A.F. sud-est, sur les ondes de l'O.R.T.F. Rhône-Alpes.

3 décembre. A Rouen, Hervé Catta et Gérard Leclerc invités par le Comité contre l'avortement et pour la défense de la vie, prennent la parole à la Halle aux Toiles devant près de 200 personnes.

5 décembre. La plus importante réunion du trimestre. A Tours près de 500 personnes étaient venues en dépit d'un changement de salle de dernière heure. Une centaine d'opposants s'était rassemblée devant la salle, mais devant la détermination de nos militants ils n'osèrent pas intervenir et la réunion se déroula animée par la présence de plusieurs contradicteurs.

— Conférence de G. Leclerc aux mercredis de la N.A.F. devant une assistance plus réduite que

d'habitude : une partie de nos militants assurait le service d'ordre d'une réunion contre l'avortement à la Mutualité.

6 décembre. Le Comité contre l'avortement dont fait partie la N.A.F. occupe la mairie de Grenoble pour protester contre l'attitude du Conseil municipal.

8 et 9 décembre. Congrès régional de la N.A.F. Sud-Est en Avignon. Une trentaine de délégués représentant la presque totalité des sections du Sud-Est ont consacré deux jours à l'étude des actions régionales à mener dans le cadre de nos campagnes contre l'avortement et pour le régionalisme.

11 décembre. Pour la deuxième fois la **Ligue Communiste** a empêché la tenue d'une conférence de G. Leclerc au Palais de l'Université à Strasbourg. La réunion a tout de même eu lieu chez un particulier. Comme le soulignait les **Dernières Nouvelles d'Alsace** l'impossibilité pour les trotskystes de s'exprimer autrement qu'une barre de fer à la main devient une habitude. Il faudra la leur faire perdre.

12 décembre. La salle était trop petite pour

contenir tous les auditeurs au meeting de la rue de Rennes à Paris. Un public nouveau, attiré par l'intense campagne de propagande mais aussi par l'article du **Monde** paru la veille, s'est réuni à cette occasion. B. Renouvin, G. Leclerc et Abel Pomarède présentèrent au public « Le Projet royaliste ». Leur démonstration fut très convaincante puisque le comptoir librairie a vendu tous les exemplaires du « Projet » amenés à cette occasion.

14 décembre. Assistance trop réduite pour l'excellente conférence de P. Maisonblanche à Reims. Une propagande un peu moins tardive aurait sans doute permis d'attirer plus de monde. Ce n'est que partie remise.

15 décembre. Réunion de notre section vendéenne à La Roche-sur-Yon, devant une assemblée nombreuse avec B. Renouvin venu présenter le Projet royaliste. Rapide analyse de la décomposition de l'Etat et des dangers qui pèsent sur notre indépendance nationale. Un cocktail termina cette réunion où un immense gâteau représentant « le Projet royaliste » attendait les invités et les journalistes.

nouveaux points de vente

Paris 1^{er} - Lamblot, libraire, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

Paris 6^e - Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

Paris 7^e - Librairie Grégori, 26, rue du Bac.

Paris 5^e - Librairie Voisin, 8, rue de la Sorbonne.

Paris 10^e - Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries.

Paris 19^e - Librairie Bessette, 36, avenue Simon-Bolivar ; Librairie, 100, avenue Simon-Bolivar ; Librairie, 149, rue de Belleville ; Librairie, 39, avenue de Laumière.

Paris 20^e - Librairie Bouchaud, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

Montpellier - Tabac-journaux, 32, rue de l'Université ; Tabac La Havane, rue de la Loge.

Lille. — Kiosque, angle boulevard de la Liberté et rue Nationale ; Régent-Cinéma, rue de Béthune ; Le Furet du Nord, grande-place.

Morlaix. — Maison de la Presse.

Plouvern. — Au bourg.

Quimper. — Rue de la Cathédrale.

Pleyben. — Grand'Place.

AVIS AUX LECTEURS

En raison des fêtes la prochaine **N.A.F.** paraîtra le vendredi 28 décembre (n° 139-140), le numéro 141 paraîtra normalement le mercredi 9 janvier.

permanences

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

PARIS 15^e - CLAMART - VANVES - ISSY

Permanence suspendue pendant les fêtes. Reprise le vendredi 4 janvier à 21 heures au Café des Sports (salle en sous-sol), 25, rue Alain-Chartier (métro Convention).

PARIS 10^e - 19^e - 20^e

Permanence suspendue. Reprise le mardi 8 janvier à 21 heures, au Café La Mandonline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures permanence et cercle d'études. Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

LYON

Permanence toutes les semaines. Pour tous renseignements, s'adresser à Mlle Catherine Girod, 24, rue Vaubécour (tél. 42-66-56)

MONTPELLIER

Pour tous renseignements écrire à Marc Vandesande, centre de Propagande Royaliste, 12, rue de l'Ancien-Courrier.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

une semaine royaliste au havre

Mercredi 19 décembre :

— à 18 heures Bertrand Renouvin dédicacera son livre « Le Projet royaliste » à Strasbourg-Presses, 155, boulevard de Strasbourg ;

— à 20 h 15, conférence-débat avec B. Renouvin à l'U.C.J.G., 153, boulevard de Strasbourg.

Vendredi 21 décembre, conférence-débat avec Gérard Leclerc : « Royalisme et société industrielle », l'U.C.J.G., 153, boulevard de Strasbourg.

les mercredis de la naf

Dernière séance du trimestre :

Mercredi 19 décembre à 21 heures précises : « Vivre demain ou un nouvel urbanisme » par Michel Giraud. La conférence a lieu 12, rue du Renard, Paris-4^e (salle du 2^e étage).

AVIS DU SERVICE LIBRAIRIE

Dans l'attente d'un réapprovisionnement en « Projet Royaliste », le service librairie s'excuse à l'avance du léger retard qui risque de se produire dans la livraison des commandes.

S. O. S. paris

entretien avec henri fabre-luce

Nous avons expliqué la semaine dernière pourquoi le système Pompidou ne tenterait jamais la « réforme du statut de Paris » (NAF n° 137) et montré les voies d'un véritable changement.

L'un des fondateurs de l'Association S.O.S. Paris, Henri Fabre-Luce, avocat, nous explique la nécessité d'informer les parisiens et leurs associations sur l'avenir de leur ville et de leur fournir les moyens de lutter contre la désagrégation de leur cité.

N.A.F. — Quel est le but de S.O.S. Paris que vous venez de fonder avec quelques amis ?

Henri Fabre-Luce. — Les parisiens ne sont pas informés de ce qui se passe dans leur ville. Aussi nous sommes-nous fixé comme but de les informer de la situation et d'essayer de les faire réagir face à cette politique du fait accompli pratiquée par l'administration. Ce n'est pas une nouvelle association qui veut remplacer les autres, mais plutôt les informer car elles luttent trop souvent sur des points particuliers sans être bien conscientes du caractère global des décisions qui sont prises à Paris.

NAF. — Sur quoi porte votre information ?

H.F.L. — Nous la faisons porter actuellement sur les Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) qui recouvrent l'ensemble de la réglementation en matière d'urbanisme applicable sur un territoire donné. Les P.O.S. doivent être approuvés avant le 31 décembre 1974, ce qui laisse un an devant nous pour y sensibiliser l'opinion. Ces P.O.S. vont régir une très grande part de l'urbanisme par un document unique. C'est une bonne chose en principe. Mais très dangereuse en fait, car très peu de gens sont au courant et émettent leurs avis sur le sujet et en même temps, on leur dira qu'ils ont été prévenus. Pour empêcher cette politique du fait accompli, nous avons commencé à faire des réunions d'information auprès des autres associations et des particuliers que cela intéresse.

NAF. — Plus précisément, que comportent ces plans d'occupation des sols ?

H.F.L. — Tout d'abord des règlements de densité : ils déterminent le nombre de mètres carrés que l'on peut construire en hauteur sur une parcelle donnée. Le chiffre du coefficient est un multiplicateur de la surface de la parcelle. Il a récemment été réduit de 4 à 3,5. L'administration a divisé Paris en un certain nombre de zones, aux affectations différentes : résidentielle, multifonctionnelle, secteurs sauvegardés. Chaque zone est affectée d'un certain nombre de prescriptions, et les coefficients de densité diffèrent dans chacune. Dans les zones spécialement protégées on peut diminuer la densité autorisée.

Vous avez ensuite le plan des hauteurs. Il comporte de grands dangers car le plafond a été choisi trop haut dans un certain nombre d'endroits. En gros, le centre de Paris, zone dite historique, a vu ses constructions limitées à 25 mètres, ce qui correspond à ce qu'on construisait jusqu'au siècle dernier, à l'aspect traditionnel de Paris. Par contre, au-delà, l'administration considérant que ce n'était pas une zone historique, a décidé que les constructions pouvaient être plus hautes. C'est une grave erreur, car c'est Paris tout entier qui a été construit à la hauteur de 25 mètres, environ 6 étages. Les nouvelles hauteurs permises sont de 31,37 et 50 mètres. De 6 à 8 étages, on va passer à 12 et 15 étages. Sur le papier cela ne fait aucun effet. Mais dans la réalité les constructions massives transforment les rues en entonnoirs. Cette conception de l'urbanisme est sinistre et en outre très densificatrice.

NAF. — Dans quelle zone sont compris les quartiers en rénovation ?

H.F.L. — La rénovation du 15^e et du quartier Italie sont des opérations déjà décidées et en bonne partie réalisées. Ces zones sont baptisées « nouveaux sites » — terme pudique employé par l'administration pour désigner les zones de constructions à hauteur illimitées —, car on se trouve devant un fait accompli. Ces zones disposent de statuts spéciaux qui résultent d'une convention passée entre la Ville de Paris et les promoteurs. Ces « nouveaux sites » vont enterrer Paris un peu plus et faire disparaître le relief environnant et l'horizon.

NAF. — Une bonne part des constructions nouvelles dans Paris est destinée à des bureaux. N'est-ce pas tendre à faire de Paris une ville sursaturée le jour et morte dès 19 heures le soir ?

H.F.L. — La politique menée par le gouvernement est très ambiguë. Elle consiste en de nombreuses déclarations d'intention et en quelques mesures sans effets réels, si ce n'est d'avoir renchéri les coûts des bureaux dans Paris. C'est un marché où la demande est prête à payer le prix qu'il faut. Cette politique n'aboutit donc à rien car elle ne dissuade pas les milieux d'affaires de construire des bureaux, opération très rentable.

NAF. — C'est par exemple le projet de cité financière...

H.F.L. — Oui, et c'est plus qu'un projet puisque le schéma directeur de Paris a classé déjà ces quartiers comme secteurs d'affaire. Tous les éléments n'en sont pas encore connus, mais il est certain que cela va augmenter dans des proportions importantes la densité de bureaux déjà considérable dans le secteur.

NAF. — Comment envisagez-vous pour l'avenir le problème de la circulation dans Paris ?

H.F.L. — Ce qu'il faut voir tout d'abord, c'est que la politique gouvernementale vise simplement à perpétuer la situation actuelle, à éviter qu'elle ne se dégrade trop pour ne pas avoir à prendre de mesures radicales.

Aussi pour « améliorer » la circulation voit-on se mettre en place toutes sortes de projets. Le dernier en date est la construction de la voie express-rive gauche qui va non seulement faire disparaître les derniers quais sans voitures, mais en plus en attirer un nombre considérable d'autres, comme l'ont montré les résultats sur la voie express-rive droite. Et puis, il y a de multiples « radiales » inscrites au schéma directeur, des axes qui trancheront dans le vif de Paris. Ces autoroutes urbaines — on ne peut les appeler autrement — seront des voies de pénétration reliées au périphérique, dont on connaît le degré de saturation. Cette politique a pour corollaire l'élargissement des voies notamment aux abords des radiales et donc la disparition progressive des rues. La rue est le microcosme de la ville, elle est faite pour les piétons, non pour les voitures. Or c'est le contraire qui est fait actuellement : on fait disparaître la rue au profit de la voiture (et aussi

au profit des tours en bas desquelles il n'y a plus de rues).

J'espère que la crise de l'énergie va amener le gouvernement à prendre des mesures autoritaires pour réglementer strictement la circulation des voitures individuelles, et accorder par là-même priorité aux transports en commun.

NAF. — Mais le problème de Paris n'est-il pas que l'un des effets de la centralisation, c'est-à-dire qu'on peut le résoudre en tant que tel ?

H.F.L. — Il est certain que la France est déséquilibrée du fait de l'autoritarisme de Paris sur la Province. La tendance naturelle consiste à vouloir être près des centres de décisions. Il faudrait que les services gouvernementaux eux-mêmes soient décentralisés ; il y a un projet de la DATAR à ce sujet, mais cela reste un projet.

NAF. — Si l'on continue sur la pente actuelle on se dirige vers une région parisienne de 14 millions d'habitants prévue par M. Delouvrier, et c'est inquiétant.

H.F.L. — C'est certain. D'ailleurs de nombreux organismes en sont conscients. Ainsi la DATAR dans son rapport a proposé de limiter très sévèrement la croissance de la région parisienne. Le préfet a aussitôt bondi au plafond, en disant que c'était impensable, que cela traduisait une politique « immobiliste ». C'était un dialogue de sourds.

Le rapport montre bien par ailleurs que le calcul selon lequel l'économie doit tout primer pour le développement d'une ville est faux, qu'il n'est même pas « rentable ». Que par contre, ce qui est « rentable », c'est un urbanisme agréable — de l'urbanité ainsi que la DATAR l'appelle — de rendre son rôle culturel et artistique. Il est important aussi qu'il y ait une répartition harmonieuse de la population, qui donne à la ville sa diversité et sa richesse.

NAF. — Mais existe-t-il quelqu'un qui se sente responsable de la croissance, de l'avenir de Paris ?

H.F.L. — Il est sûr, la DATAR le montre aussi, que personne ne se sent responsable, qu'il y a une dilution totale des responsabilités au niveau du destin de Paris et donc des initiatives à ce même niveau. On peut envisager d'autres solutions à la réforme du statut de Paris qu'un maire élu, mais le grand avantage du maire est qu'il est politiquement responsable, qu'il peut prendre des initiatives à long terme sinon décider (Paris est tout de même la capitale de la France) du moins « penser » Paris en tant qu'entité. Alors qu'à l'heure actuelle, c'est un peu tout le monde qui s'en charge, du Président de la République au Premier ministre, en passant surtout par les technocrates de la Préfecture, qui sont des gens compétents mais irresponsables politiquement avec tout ce que cela implique comme manque de contact avec la réalité.

En somme nous disposons de trop de technocrates et de pas assez de philosophes pour Paris.